

Contribution

• Pour le PSU

par **André BARJONET,**
Pascal DORIVAL
et **François PERONNET**

Nous sommes des militants qui, il y a bientôt un an à Lille avons pris, chacun le sait, des positions claires : nous avons activement participé au débat de ce Congrès au sein du « courant cinq ». Le Congrès a tranché : nous sommes aujourd'hui minoritaires.

Depuis lors le PSU a perdu de l'influence et de la crédibilité et une partie non négligeable de son potentiel militant. Des fractions sont apparues et il est menacé d'éclatement à « gauche » et à « droite ».

Cela ne saurait nous faire oublier qu'en mai 1968 et depuis, le PSU a fait de notables efforts pour se transformer en Parti d'action révolutionnaire orientant principalement son travail en direction des masses prolétariennes. A partir de là, le PSU a confondu la création d'un « secteur entreprises » et d'un « secteur paysan » avec la prolétarianisation du Parti et sa modification sociologique en profondeur. Cette confusion est à l'origine de certaines initiatives prématurées qui sont à l'origine d'un échec relatif. Celui-ci pose une question fondamentale. Le PSU peut-il encore être le lieu d'élaboration concrète de ce projet politique, étape

vers la création d'un Parti révolutionnaire ? A cette question nous répondons oui : parce que le PSU traduit d'une certaine manière — trop souvent confuse — le caractère nouveau, plus radical, des luttes de certains secteurs de la classe ouvrière et de la paysannerie.

Mais, un des traits marquants de ces secteurs « radicalisés » est la coupure entre le caractère révolutionnaire de leurs luttes et la conscience politique que les travailleurs en ont. C'est précisément ce que veulent ignorer ceux des camarades qui agitent actuellement des projets de scission. C'est pourquoi nous avons pris l'initiative de proposer au bureau national la constitution d'un secrétariat chargé de coordonner le travail d'élaboration décidée à Lille du programme du PSU, élaboration à l'occasion de laquelle le débat peut reprendre dans de bonnes conditions, ce qui implique, naturellement, un accord sur les méthodes d'élaboration ainsi que la libre expression des divergences éventuelles.

Nous n'entendons pas, par là, assumer les responsabilités des activités du Bureau national depuis Lille, pas plus que les initiatives fractionnelles d'où qu'elles viennent.

• Déclaration du Bureau National

Le Bureau national a décidé lors de sa réunion du 23 mai 1972 de proposer au prochain Conseil national — en fonction des questions posées dans le rapport d'activité de la direction — la constitution d'un secrétariat chargé d'animer et de coordonner le travail d'élaboration du programme, décidé au Congrès de Lille.

Ce secrétariat pourrait dans un premier temps être composé de : André Barjonet, Robert Chapuis, Georges Constantin, Pascal Dorival, Jean Le Garrec, François Peronnet, qui ont déjà donné leur accord. Il fonctionnerait sous la responsabilité du Bureau national. Il informerait l'ensemble des militants de la progression de ses travaux.